

concessions récemment accordées au Royaume-Uni dans le cadre de la prévention du *Brexit* attestent des menaces en termes de libre circulation des travailleurs et de principe de non-discrimination –, et l'adhésion des opinions publiques au projet de construction européenne lui-même. Mais quelles sont les marges de manœuvre ? On pourrait faire de l'ouvrage une lecture très pessimiste, voire fataliste, et réduire ces dernières à néant ou presque – à commencer du fait d'un « logiciel » ordolibéral si prégnant qu'il semble imposer une dépendance de sentir (les auteurs n'utilisent cependant pas ce concept) très forte. On rejoindrait alors l'opinion d'auteurs tels que Fritz Scharpf évoquée plus haut, selon laquelle l'émergence d'une Europe sociale n'est tout simplement pas possible. Certaines nuances apparaissent cependant dans certaines contributions – Jean-Claude Barbier (chapitre 1) critiquant par exemple le caractère un peu trop déterministe de la vision de Scharpf concernant le rôle de la CJUE. C'est au niveau politique que se pose la question des marges de manœuvre, et c'est ici que surgit notamment la question du rôle des États. Si l'ouvrage insiste sur le rôle central de l'Allemagne dans la trajectoire européenne (dès le début, on l'a vu, mais aussi dans le cadre des réponses à la crise), il passe beaucoup plus rapidement sur le rôle des autres pays, et sur le fait – paradoxe apparent qu'il faudrait analyser plus précisément – que ce ne sont pas forcément les pays aux systèmes sociaux les plus avancés (notamment les pays scandinaves et les Pays-Bas) qui ont toujours joué le rôle le plus actif dans la promotion de l'Europe sociale⁶. Mais les choix gouvernementaux reflètent souvent les opinions publiques. Or, comme le note Jean-Claude Barbier (chapitre 1), on assiste, dans la plupart des pays, au cours des années récentes, à une érosion de l'adhésion de ces dernières aux institutions et politiques européennes. Les politiques libérales adoptées et les menaces qu'elles font peser sur les systèmes de protection sociale au sens large en sont une cause. Mais ceci ne se traduit pas forcément par la demande d'une plus forte solidarité sociale au niveau européen. Au contraire, la montée inquiétante des mouvements nationalistes va plutôt dans le sens d'un repli identitaire et même, dans certains cas, clairement xénophobe. Or l'élaboration des systèmes de protection sociale découle de la constitution des États-nations (même si la causalité peut jouer en partie aussi dans l'autre sens), ces « espaces de redistribution consentie »

(selon les termes de Pierre Rosanvallon) : pour accepter la redistribution, il faut se sentir membre, au moins a minima, d'une communauté de destin et de valeurs, il faut « faire nation » (toujours selon Pierre Rosanvallon). La crise économique a révélé les limites du sentiment de solidarité entre citoyens européens (qui veut encore payer pour les Grecs ?), et il en est de même pour la crise migratoire qui a éclaté en 2015. Et c'est sans doute là l'obstacle le plus important à l'émergence d'une véritable Europe sociale, comme le rappelle d'ailleurs la conclusion de l'ouvrage.

Jérôme GAUTIE

Centre d'économie de la Sorbonne,
Université de Paris 1
jgautie@univ-paris1.fr

Isabelle GUÉRIN, Solène MORVANT-ROUX, Magdalena VILLARREAL (dir.)

Microfinance, Debt and over-Indebtedness. Juggling with Money

Londres et New York, Routledge, coll. « Routledge Studies in Development Economics », 2014, 316 p.

Cet ouvrage examine les manifestations, l'échelle et les implications économiques et sociales du surendettement chez les ménages financièrement exclus. Émanant de divers horizons et champs disciplinaires, les auteur-e-s adoptent une approche holistique mêlant des analyses macro- et micro-économique de l'endettement, comparant des pays du « Nord » (France, États-Unis) et du « Sud » (Inde, Mexique, Madagascar, Bangladesh, Kenya), et une perspective anthropologique attentive aux aspects sociaux et économiques du rapport de dette. Les quinze contributions envisagent en effet la dette comme une relation tant économique que sociale, et le surendettement comme un processus d'appauvrissement matériel mais aussi d'atrophie sociale, culturelle et symbolique. De ce point de vue, un ménage s'avère surendetté lorsqu'il ne peut plus honorer ses échéances, mais aussi lorsque ses membres tombent dans des formes extrêmes de dépendance, perdent les relations sociales qui leur sont vitales, et subissent la honte et l'humiliation en raison d'un endettement excessif. Loin de se cantonner aux dimensions économiques, l'analyse du surendettement proposée met également l'accent sur le pouvoir, le bien-être, la dignité, les appartenances ethniques et de classe, le genre et les significations sociales ; des aspects cruciaux du rapport de dette, mais souvent ignorés dans la recherche économique.

⁶ Pour une analyse plus détaillée, voir l'ouvrage précité et plus particulièrement son édition anglaise réactualisée : Barbier J.-C. (2013), *The long road to social Europe*, Londres, Routledge.

Cette approche permet ainsi de jeter un nouvel éclairage sur des problématiques connexes au surendettement. Concernant l'éducation financière, les études de cas présentées montrent que celle-ci est moins le produit de l'illettrisme financier – argument souvent avancé par les tenants du tout économique à l'instar des agences de développement et des opérateurs de microfinance –, que celui des inégalités de genre, de caste, d'éthnicité et de religion qui sous-tendent les rapports de dette. Quant à la microfinance, elle occupe une place centrale dans l'ouvrage, en particulier les controverses qu'elle suscite. Car si certains la vantent comme un outil efficace de croissance et de développement, d'autres la critiquent en la considérant comme un palliatif à court terme, renforçant surtout l'endettement et le surendettement à plus longue échéance. Cette discussion donne lieu à une réflexion approfondie sur le financement des ménages pauvres dans le contexte actuel de la mondialisation. Si les besoins des populations augmentent avec les désirs de bien-être et de consommation, ils se heurtent aux dures réalités de l'urbanisation effrénée et de l'entassement dans les marges urbaines, de la précarisation accrue de la main-d'œuvre, de la disparition des formes traditionnelles de dépendance et de protection, du faible engagement des États du Sud en matière de protection sociale, de l'exclusion financière et de la rapide monétarisation des relations humaines. Le décalage entre la demande pressante en matière de crédit et l'offre limitée de finance formelle favorise l'essor de la finance informelle, comme le montrent la plupart des contributions.

Les apports théoriques et empiriques de l'ouvrage sont considérables. Sur le plan théorique, les auteur-e-s proposent des outils heuristiques permettant de saisir des pratiques diverses. Et ils les combinent de manière efficace pour faciliter la montée en généralité de la théorisation. Introduite ailleurs par Magdalena Villarreal, la notion de « cadre de calcul » renvoie aux évaluations et aux opérations financières effectuées par les acteurs. Ces cadres sont régis autant par la théorie du choix rationnel que par des logiques sociales (genre), économiques (classe), ethniques (race et appartenance identitaire) et culturelles (représentations). Dans la mesure où ils sont situés sur les plans social, historique et culturel, ces cadres façonnent de manière spécifique l'évaluation du risque et du ratio coût/bénéfice, pour ne citer que deux exemples. Chaque contribution s'efforce ainsi de décrire les cadres particuliers qui permettent aux acteurs venant d'univers particuliers d'évaluer leurs opérations et de nouer leurs relations de dette.

Une seconde notion tout aussi cruciale, développée au préalable par Isabelle Guérin, est celle de « jonglage ». Celle-ci renvoie à la fois à la combinaison simultanée d'outils financiers, à l'alternance entre emprunt et remboursement ou entre position de débiteur et de créancier, à la rapidité et à la dextérité nécessaire pour évaluer le risque. Le jonglage devient une stratégie « réactive » lorsqu'il s'érige en réponse à un imprévu, ou « proactive » lorsqu'il permet d'accumuler de la richesse, voire d'intensifier et de diversifier la production. Les contributions montrent ainsi comment les acteurs jonglent en permanence avec des crédits et des dettes, des échéances et des intérêts, des prêteurs et des emprunteurs, et que pour ce faire ils mobilisent des cadres de calcul contingents. Et finalement, que le jonglage s'érige en mode ordinaire de gestion financière pouvant mener au surendettement ou, au contraire, à l'émancipation.

La question de l'émancipation est pour sa part abordée sous l'angle du bien-être. Susan Johnson avance en effet cette notion pour examiner le lien entre consommation et surendettement, objet de débats passionnés et empreints de jugements moraux et normatifs. Le bien-être revêt trois dimensions constitutives : matérielle (financement, acquêts), relationnelle (place dans la structure sociale) et subjective (opinions sur la situation, le sort de chacun). Cette définition pluri-dimensionnelle permet plus encore de mieux saisir le surendettement : celui-ci ne peut se réduire à l'appauvrissement matériel, mais doit s'articuler nécessairement à l'expérience et aux représentations relatives à la place de chacun dans le monde. La quête du bien-être agit de manière explicite sur la production de cadres de calcul et la mise en œuvre de stratégies de jonglage.

Si le bien-être s'oppose au malheur, la dette s'oppose, elle, au crédit du point de vue des représentations morales. Car si la dette évoque la dépendance, la domination, l'inégalité et l'appauvrissement, le crédit connote l'indépendance, le pouvoir, la cohésion sociale et l'enrichissement. Bâtie sur des *a priori* solidement ancrés et sciemment entretenus, cette ambiguïté fait ici l'objet d'un traitement analytique : les contributions montrent en effet que si le surendettement peut mener les acteurs à la paupérisation et à la mort sociale, le crédit leur permet d'exister en tant qu'êtres socialisés et consommateurs globalisés.

L'affûtage et l'articulation de ces outils constituent la principale contribution théorique de l'ouvrage. Mais au-delà, le parti-pris consistant à examiner les enjeux sociaux et économiques

du surendettement repose sur le postulat selon lequel les relations de dette s'enchâssent dans le corps social. De ce point de vue, l'ouvrage s'inscrit dans le sillage de la thèse polanyienne de l'encastrement, reprise par Mark Granovetter en référence à l'action des réseaux et des relations personnelles dans la production de confiance et la structuration des corporations américaines⁷, et dépassée par Viviana Zelizer dans sa théorie de l'enchevêtrement entre économie et intimité⁸. Si l'ouvrage ici recensé ne nourrit pas l'ambition théorique de dépasser ladite approche de l'encastrement, il contribue à ce champ foisonnant par le choix thématique et la qualité de l'analyse. Et les outils théoriques proposés sont transposables à d'autres domaines de la recherche sur la dette, en l'occurrence le financement à crédit de la migration régulière et irrégulière de la main-d'œuvre peu ou pas qualifiée.

Sur le plan empirique, l'ouvrage livre également des réflexions passionnantes à plus d'un titre. Magdalena Villareal nous apprend, par exemple, que les migrants mexicains installés aux États-Unis, souvent dans des positions précaires, se livrent à une économie de « remises inversées » avec leurs proches restés au pays, c'est-à-dire que les remises circulent entre les États-Unis et le Mexique, et vice-versa. S'ils remplissent leurs obligations à leur égard en les soutenant sur le plan financier, ces derniers les aident à leur tour dans les moments difficiles, notamment lorsqu'ils se retrouvent dans l'impossibilité de rembourser leurs crédits immobiliers *subprime* au lendemain de la crise financière de 2008. L'économie mexicaine se porte ainsi bel et bien au secours d'une économie américaine en débâcle, quitte à bouleverser les attentes et les logiques sociales qui gouvernent la migration économique illégale du Mexique vers l'eldorado étatsunien.

Solène Morvant-Roux examine également le lien entre endettement et migration dans la migration mexicaine aux États-Unis : le surendettement apparaît comme un déclencheur de cette mobilité économique. Mieux, elle montre que le jonglage consiste chez la population étudiée à alterner entre les positions de créancier et de débiteur. Car ici toute richesse monétaire ou matérielle (briques, alimentation, bétail, etc.) peut être prêtée si le propriétaire n'en fait aucun usage. Cette économie de prêts devient une forme d'épargne

censée renforcer le lien social et, si possible, rapporter un faible rendement.

Quant à la microfinance, elle se veut un remède aux dérives de la finance informelle, en particulier au pouvoir des « usuriers » dont les conditions qualifiées – souvent un peu trop hâtivement – d'abusives peuvent favoriser le surendettement des petits emprunteurs. En prenant l'exemple de la banque Compartamos, l'une des plus profitables du Mexique, Agatha Hummel montre que la microfinance se lance, elle aussi, dans la course effrénée au profit en dépit de l'idéologie sociale qu'elle revendique. Face à la forte concurrence locale du marché de la microfinance, cette banque poursuit une politique agressive de recrutement de clients sans trop se soucier de leur solvabilité, impose des prix relativement élevés (des taux de 3 à 4 % d'intérêt par mois) avec des coûts cachés, et utilise des techniques de pression en cas de défaut de paiement dignes de celles employées par les « usuriers ». Ici, la commercialisation de la microfinance conjuguée à l'explosion de la consommation favorise le jonglage et le surendettement systémiques des ménages. Cette politique commerciale agressive pratiquée par Compartamos ressemble à maints égards à celle mise en œuvre par Cetelem, la première société française de crédit à la consommation étudiée par Hélène Ducourant.

Ces exemples et bien d'autres montrent que les usages économiques observés chez les ménages financièrement exclus suivent des logiques analogues en dépit de la diversité des pratiques et des contextes, et que les mêmes tendances à la consommation, à l'endettement, au surendettement, se confirment dans les pays du Nord et du Sud.

L'ouvrage n'échappe toutefois pas à quelques critiques mineures qui n'enlèvent rien à sa qualité. Le texte aurait peut-être gagné à être divisé en plusieurs parties présentées dans l'introduction, car le lecteur se perd parfois dans le déroulement des chapitres et du plan général. Par ailleurs, l'usage de l'anglais et l'écriture de certaines contributions auraient pu être travaillés davantage, car la transition entre des chapitres écrits par des chercheurs anglophones et non anglophones nuit à la fluidité de l'ensemble, même si ce défaut est commun à la plupart des ouvrages collectifs internationaux. Concernant le fond, la principale qualité du livre, sa nature éclectique et notamment l'examen d'un grand nombre de thèmes et de concepts, constitue aussi une faiblesse, car on s'attend de ce fait à ce que les auteur-e-s poussent davantage leurs analyses et leurs réflexions théoriques. En dépit de ces remarques, cet ouvrage reste une contribution

⁷ Mark Granovetter, « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness », *The American Journal of Sociology*, vol. 91, n° 3, 1985, pp. 481-510.

⁸ Viviana A. Zelizer, *The Purchase of Intimacy*, Princeton, Princeton University Press, 2005.

majeure dans la discipline de l'anthropologie économique, en particulier dans le champ florissant des études sur la dette, l'endettement et la microfinance. Les apports théoriques et empiriques ont de quoi satisfaire une audience universitaire, mais aussi praticienne, étant donné la curiosité insatiable des décideurs et des professionnels du développement et de la microfinance.

Nicolas LAINEZ
IRIS, EHESS
niklainez@gmail.com

Caroline OUDIN-BASTIDE et Philippe STEINER

Calcul et morale. Coûts de l'esclavage et valeur de l'émancipation (XVII^e-XIX^e siècles)

Paris, Albin Michel, coll. « L'évolution de l'humanité », 2015, 304 p.

Le livre *Calcul et morale* est original et ambitieux. Et son titre énigmatique. Quel rapport entre le doublet de la morale et du calcul et la question de l'esclavage ? À quoi les auteurs font-ils allusion lorsqu'ils déclarent que « l'objectif de cet ouvrage est de mettre au jour une dimension importante quoique négligée de la controverse séculaire sur l'émancipation des Noirs ouverte en 1748... et refermée en 1848 » ? Cette « dimension importante quoique négligée » qui ne vaudrait que pour une période fixée ne désigne pas seulement les relations sociales qui prennent pour référence la question de l'abolition, elle ne désigne pas plus le recours à la violence mais ce qui permet de les éviter. Elle prend la forme d'une action orientée simultanément par la morale et le calcul. Le point de vue est nouveau. Le déploiement de l'action dualiste met en évidence une histoire des idées et une logique sociale autour de la question de l'esclavage. Leur présentation successive se termine par quelques commentaires.

Pendant trois quarts de siècle, sur la question de l'esclavage, un étonnant système d'arguments et de contre-arguments va se déployer. Il est produit par les abolitionnistes et les représentants des colons. Avec le temps, le nombre de participants n'a cessé de grandir alors que l'État ne va intervenir que tardivement. Une dynamique ordonnée autour de la liberté met en œuvre les relations variables entre la morale et le calcul pour démontrer et convaincre. La position inaugurale est tenue par l'économiste Dupont de Nemours. C'est lui qui fonde la pertinence de la comparaison des

coûts du travail servile et des coûts du travail libre. Pour lui, le prix du travail libre est inférieur au prix du travail servile. Par conséquent, le travail libre pourrait se déplacer vers les colonies et tout particulièrement vers la Martinique et la Guadeloupe, sans mettre en cause les intérêts matériels des colons. Ainsi, une certaine relation d'inégalité favorise la reproduction de l'esclavage tandis que la relation inverse favorise son abolition. Pour Dupont de Nemours, la seconde proposition est fragile. Il ne fait que devancer nombre d'économistes qui n'hésiteront pas à changer de calculs et donc de position par rapport à l'esclavage.

À la différence du calcul, la force de la morale, au début de la période, ne peut être évaluée. Elle est assimilée à une réalité stable. Il en va de même pour les gains du planteur. La rentabilité pour les colons ne résulterait donc que de la seule variation du coût des esclaves. Ces coûts sont répartis, pour Dupont de Nemours, dans les catégories du capital, de l'entretien, de l'exercice de la violence et de la sécurité. Et dans les valeurs qui leur sont associées. Ces catégories sont loin d'être stabilisées puisqu'il est possible d'en ajouter ou d'en soustraire. Il en va de même, faute de statistiques, pour les valeurs qui les mesurent.

On se contente d'évoquer, pour les seuls résultats des calculs, les positions des principaux protagonistes. D'abord Turgot et Condorcet. Le premier, pourtant ami de Dupont de Nemours, conclut que l'esclavage est profitable aux planteurs, alors que le second, selon les moments, oscille entre les positions de Dupont de Nemours et celles de Turgot. Au même moment et bien qu'il n'utilise pas le calcul, Adam Smith pose que le coût du travail libre est inférieur à celui du travail servile, ce qui explique son engagement en faveur de l'abolition. Vers la fin de la période, Jean-Baptiste Say, qui occupe une position centrale dans le débat, étonne par la diversité de ses solutions. Oscillant entre les deux formules opposées et, par conséquent, entre l'abolition et son contraire, sa pratique manifeste l'autonomie relative du calcul, et une pratique schizophrénique qu'il n'est pas rare de trouver chez les économistes de l'époque. Enfin, l'intervention des commissions parlementaires. L'une présidée par Tocqueville et la dernière par Schoelcher. Celle de Tocqueville entérine la proposition favorable à l'abolition et se préoccupe des conditions de sa réalisation tandis que celle de Schoelcher prépare juridiquement l'abolition. Une histoire se clôt puisque la comparaison des prix selon les deux types de travail devient inutile.

Les « calculs répondent aux calculs ». C'est l'étonnante histoire d'idées qui s'écrit dans un espace de